

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Combattre-le-neoliberalisme-et-le

La Palestine au Moyen Orient

Combattre le néolibéralisme et le pouvoir des Etats Unis (1ère partie)

- Internationale - internationalisme et guerre sociale -

Date de mise en ligne : mardi 20 janvier 2009

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

un texte détaillé très utile pour comprendre...

On pourrait sans doute remplacer l'expression de "néolibéralisme" par "colonialisme", pour être encore plus clair !

HANIEH Adam

juillet 2008

Au cours des six derniers mois, l'économie palestinienne a été radicalement transformée selon un nouveau plan conçu par l'Autorité Palestinienne (AP) et appelé le Plan palestinien de réforme et de développement (PPRD).

Développé en étroite collaboration avec des institutions comme la Banque Mondiale et le Département britannique pour le Développement International, le PPRD est actuellement mis en oeuvre en Cisjordanie, dont l'Autorité Palestinienne dirigée par Abu Mazen a le contrôle effectif. Le PPRD embrasse les préceptes fondamentaux du néolibéralisme : une stratégie économique dirigée par le secteur privé, dans laquelle le but est d'attirer l'investissement étranger et de réduire les dépenses publiques au minimum.

Comprendre la logique de ce cadre économique est crucial pour évaluer la conjoncture actuelle de la lutte palestinienne. La vision néolibérale qui sous-tend ces principes est le corollaire central de la direction politique promue par le gouvernement israélien, l'Autorité Palestinienne et leurs soutiens US et Union Européenne.

Le but, comme l'explique la première partie de cet article, est de formaliser un réseau de cantons sous contrôle palestinien et de zones industrielles associées, dépendant de l'occupation israélienne, et au travers desquels un bassin de main-d'oeuvre palestinienne bon marché est exploitée par des groupes capitalistes israéliens, palestiniens et régionaux.

Le cadre institutionnel en développement pour l'économie palestinienne n'intègre pas seulement l'occupation israélienne dans la conception du "développement", mais il agit également pour entretenir la culpabilité des élites politiques et économiques palestiniennes pour la façon dont ces structures opèrent.

Une telle analyse n'est cependant qu'une partie de l'histoire. La seconde partie de cet article affirme que ces changements, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, ne peuvent être totalement appréhendés sans une compréhension du cadre régional du Moyen Orient.

Au cours des vingt dernières années, et avec une accélération particulière sous l'administration Bush, les Etats-Unis ont poursuivi une politique d'intégration de leurs bases de soutien dans la région à l'intérieur d'une seule zone économique libérale liée aux USA par une série d'accords commerciaux bilatéraux.

Cette vision vise à promouvoir la libre circulation des capitaux et des biens (mais pas nécessairement de la main-d'oeuvre) dans tout le Moyen-Orient. Les marchés de la région seront dominés par les importations US, alors que la main-d'oeuvre bon marché, concentrée dans des zones économiques "libres" appartenant au capital régional et international, fabriquera des produits d'exportation à bas prix destinés aux marchés des USA, de l'Union

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Européenne, d'Israël et du Golfe. La composante centrale de cette vision est la normalisation et l'intégration d'Israël au Moyen Orient. Les USA envisagent un Moyen Orient reposant sur le capital israélien à l'Ouest et le capital du Golfe à l'Est, étayant une zone néolibérale de bas salaires qui couvre la région. Cela signifie que la destruction historique par Israël des droits nationaux palestiniens doit être acceptée et bénie par tous les états de la région. A la place d'une réelle autodétermination palestinienne (le droit au retour des réfugiés avant toute chose), un Etat artificiel nominal sera établi sur les îlots dépendants de territoires en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Cet objectif est un pré-requis essentiel de la stratégie US dans la région. Nos activités politiques doivent intégrer cette compréhension si nous voulons bâtir des mouvements de solidarité efficaces pour combattre et renverser ce projet.

Le néolibéralisme en Palestine : le Plan Réforme et Développement

Le 17 décembre 2007, lors d'une conférence d'une journée à Paris, plus de 90 représentants internationaux de divers pays et organismes donateurs se sont rassemblés pour assurer le gouvernement de l'Autorité Palestinienne dirigée par le Président Mahmoud Abbas (Abu Mazen) et le Premier Ministre Salam Fayyad de leur soutien. La conférence était la plus importante de la sorte depuis 1996, et était présidée par les gouvernements français et norvégiens, Tony Blair (en tant que représentant du Quartet pour le Moyen Orient) et la Commission Européenne.

Suite aux discours des divers états-membres de l'Union Européenne, de l'Autorité Palestinienne, du Fonds Monétaire International et du gouvernement israélien, les participants à la conférence ont promis plus de 7,7 milliards de dollars US à l'Autorité Palestinienne. L'impulsion principale de cette conférence était d'essayer d'obtenir un soutien financier à une stratégie économique de l'AP appelée "le plan palestinien Réforme et Développement pour 2008-2010". Basées sur une série de propositions détaillées rédigées par la Banque Mondiale et autres organismes financiers internationaux, les grandes lignes du PPRD avaient d'abord été présentées en novembre 2007. Depuis lors, elles sont devenues le cadre directeur d'une politique économique, en particulier dans les secteurs de Cisjordanie où l'AP dirigée par Abu Mazen exerce un contrôle effectif.

La première chose que l'on peut remarquer au sujet du PPRD est que le poids de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International et autres organismes néolibéraux comme le Département britannique pour le Développement International (DFID) se fait clairement sentir dans ses recommandations politiques et ses perspectives.

L'argument qui sous-tend le PPRD est explicitement néolibéral, demandant à l'Autorité Palestinienne d'entreprendre une série de réformes fiscales visant à favoriser un "environnement encourageant pour le secteur privé" comme "moteur d'une croissance économique durable". Les organisations palestiniennes de la base ont été jusqu'à décrire les institutions financières néolibérales comme "un gouvernement fantôme 'de fait' en Cisjordanie, dictant le programme de développement du gouvernement de Salam Fayyad". (1)

Que signifie réellement le PPRD pour les Palestiniens sur le terrain ? Comme le suggère le nom, le PPRD est composé de deux éléments principaux : la "réforme" et le "développement". La composante "réforme" engage l'AP dans un programme de resserrement fiscal qui dépasse les mesures imposées par le FMI et la Banque Mondiale à n'importe quel autre Etat de la région.

Les trois éléments clés de ce programme sont :

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

1) dans l'attaque probablement la plus dure contre le secteur public au Moyen Orient au cours de l'histoire récente, l'AP s'est engagée à couper 21% des emplois du secteur public d'ici à 2010. Près de 40.000 personnes perdront leur emploi par ce licenciement de masse. (2)

2) l'AP a promis de ne pas augmenter les salaires du secteur public pendant les trois prochaines années. Dans un environnement où le niveau d'inflation est très élevé (11% dans l'année jusqu'à mars 2008) et où les prix de la nourriture et de l'énergie grimpent rapidement, ce gel des salaires est, pour le Palestinien moyen en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, la recette d'un désastre annoncé.

3) enfin, une autre composante clé du PPRD est l'obligation que les citoyens présentent un "certificat de paiement" de leurs factures de services pour obtenir tout service municipal ou gouvernemental. Cette mesure aura un impact dramatique sur les pauvres, puisque le subventionnement des factures d'électricité et d'eau (c'est-à-dire la continuité de ces services malgré le non règlement des factures) était le principal moyen de survie pour des millions d'individus dont le niveau de pauvreté monte en flèche.

Ces nouvelles mesures signifient que les individus faisant une demande pour divers services - carte d'identité, permis de conduire, permis de construire, etc. - se verront refoulés si leurs dettes ne sont pas réglées. Les fonctionnaires verront leurs dettes de services publics déduites de leurs salaires.

Les organismes financiers internationaux placent une priorité tellement haute sur le PPRD que virtuellement, toute donation de soutien à l'AP - dont les 7,7 milliards de $ US promis lors de la Conférence de Paris - dépendra de sa mise en oeuvre. Pour s'assurer de sa conformité, un nouveau compte bancaire appelé Fonds d'affectation spéciale pour le PPRD a été créé, où sera versée l'aide internationale à l'AP. Ce compte est établi à Washington D.C. et est géré par la Banque Mondiale, qui a explicitement statué que les dépenses faites au moyen de ce compte seront basées sur "l'estimation des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du PPRD". (3)

Une "culture du droit" ?

Pour saisir l'impact des mesures du PPRD dans sa globalité, il faut le replacer dans le contexte de la situation économique actuelle en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Pendant la période 1999/2007, le PIB par habitant a baissé d'environ 2/3 et les attaques israéliennes sur le territoire palestinien ont balayé les économies personnelles. Ce sont les pires niveaux de pauvreté jamais enregistrés : les trois-quarts des ménages de Gaza, et bien au-dessus de la moitié en Cisjordanie, vivent dans la pauvreté. (4)

De plus, au cours des 15 dernières années, un changement significatif de la structure de la main-d'oeuvre palestinienne s'est produit qui aggrave encore davantage l'effet de ces mesures. Israël a réduit son recours à la main-d'oeuvre palestinienne dans des domaines comme la construction et l'agriculture, remplaçant ses ouvriers par de la main-d'oeuvre immigrante de pays comme l'Asie et l'Europe de l'Est. En conséquence, l'emploi proposé par l'Autorité Palestinienne est devenu la clé de la survie pour les Palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Environ 1/5ème des travailleurs palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza sont employés par l'Autorité Palestinienne dans des secteurs comme l'éducation, la santé, la sécurité et les affaires municipales. Dans un environnement de ratios de dépendance élevée (une moyenne de 5,3 personnes dépendaient de chaque personne employée en 2007), près d'un million de personnes comptent sur les salaires fournis par les emplois du secteur public. (5) Le 5 février 2008, peu après l'annonce des mesures fiscales du PPRD, les employés du secteur public ont lancé une grève. En plus de protester contre les réductions salariales et le "certificat de paiement", les travailleurs demandaient une revalorisation de la ligne "frais de déplacement" de leurs salaires à cause de l'augmentation de leurs frais de déplacement (conséquence des checkpoints militaires israéliens et des augmentations du prix du fuel).

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

(6)

La grève n'a cependant pas réussi à repousser l'application du PPRD. L'une des principales raisons en est que les travailleurs du secteur public en Cisjordanie (et leurs représentants syndicaux) sont traditionnellement liés au Fatah, le parti au pouvoir qui domine l'Autorité Palestinienne et est responsable du PPRD. A cause de cette relation, les grèves et autres actions des travailleurs tendent à être limitées, au nom de l'opportunisme politique. (7)

Néanmoins, la grève a bien montré le gouffre grandissant entre la trajectoire néolibérale de l'Autorité Palestinienne et son appel de plus en plus faible à la libération nationale. L'illustration la plus crue en fut le langage employé par la direction de l'AP en référence au "certificat de paiement" proposé par le PPRD. Tout au long de la grève, des représentants éminents de l'AP n'ont cessé de condamner les travailleurs du secteur public et les pauvres pour leur supposée "culture du non-paiement" et leur "logique revendicatrice de ce qui est dû".

Il est nécessaire de comprendre clairement que la population palestinienne, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, n'a aucun contrôle sur les services de base comme l'eau, l'électricité et l'accès au téléphone. En conséquence du système de contrôle établi par Israël dans les territoires, tous ces services sont fournis par des compagnies israéliennes, par des intermédiaires palestiniens. La facture que reçoit un consommateur est peut-être rédigée en arabe, le service provient en fait d'une compagnie israélienne (à l'exception d'une petite quantité d'électricité produite dans la Bande de Gaza).

A cause de cette relation, le "certificat de paiement" du PPRD veut essentiellement dire que l'AP a pris le rôle d'un collecteur de dettes pour les compagnies israéliennes, choisissant de cibler les couches les plus pauvres de la communauté pour entretenir les structures de l'occupation. Et pire, le langage néolibéral adopté par l'AP reproche à des millions de gens vivant dans des conditions de pauvreté jamais vues auparavant d'essayer de trouver le moyen de survivre. Salim Vally, militant sud-africain, a récemment noté que les administrations municipales néolibérales en Afrique du Sud utilisent le même langage d'une "culture de la revendication" pour décrire l'incapacité des habitants des townships pauvres à payer les nouvelles redevances.

Evidemment, dans une confirmation frappante des tendances similaires en jeu dans les deux pays, Vally révèle qu'il y a quelques années, des responsables de la municipalité de Cape Town, en Afrique du Sud, ont offert à une délégation palestinienne en visite (dont le négociateur en chef de l'AP Saeb Erekat), une provision de compteurs d'eau à carte payée d'avance comme partie de la campagne d'encouragement à l'imposition des redevances. L'AP a promis d'installer ce type de compteurs comme partie du PPRD. (8)

En étripant un cinquième de la main-d'oeuvre, en imposant un gel des salaires alors que les prix grimpent en flèche, et en contraignant les pauvres à régler immédiatement des millions de dollars de dettes, le PPRD aura un impact dévastateur et sans précédent sur la population. Ces mesures néolibérales ouvriront indubitablement des fissures significatives au sein des différentes forces politiques et des mouvements sociaux pour la période à venir.

Mais la clé à toute réponse efficace est la compréhension que le PPRD n'est pas seulement une tentative délibérée d'appauvrir la population. Il vise plutôt à être le complément de la seconde composante du PPRD : son modèle particulier de "développement".

Le "développement" et le modèle de zone industrielle

A côté des mesures fiscales décrites ci-dessus, le PPRD promeut une série de projets de développement qui ont été

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

fortement appuyés par les USA, l'Union Européenne et le gouvernement israélien. La condition préalable essentielle de ce modèle de développement est un vaste bassin de travailleurs palestiniens désespérés et acculés à la pauvreté, qui seront prêts à accepter les emplois proposés selon ce type de développement. C'est l'intersection entre les composantes "réforme" et "développement" du PPRD.

Le but du modèle de développement du PPRD est d'utiliser une main-d'oeuvre palestinienne bon marché dans des zones et parcs industriels, situés aux lisières du patchwork des territoires palestiniens en Cisjordanie.

Selon cette approche, les capitaux israéliens, palestiniens et régionaux coopéreront (sous la bannière de la "paix") à l'intérieur de ces zones industrielles pour profiter des coûts salariaux palestiniens très bas. Alors qu'un peu de cette production concernera des secteurs traditionnels à basse valeur ajoutée comme les textiles, certaines zones seront dédiées à servir de complément aux secteurs de haute technologie de l'économie israélienne, où une main-d'oeuvre palestinienne instruite pourra offrir des alternatives à bas salaires. Les marchandises produites seront exportées aux USA, vers l'Union Européenne et dans les Etats du Golfe. L'Autorité Palestinienne jouera le rôle de maintien de l'ordre d'une armée de réserve forte de plusieurs millions de travailleurs enfermés derrière des murs et des checkpoints dans les territoires palestiniens. En échange, la direction de l'AP pourra brandir les signes extérieurs d'un Etat, obtiendra, pour elle-même, le privilège de voyager et de se déplacer librement, et touchera sa part des dividendes en provenance des zones.

La première étape de ce plan se centre sur la Cisjordanie, où le gouvernement d'Abu Mazen et de Salam Fayyad exerce le pouvoir et est capable de la mettre en oeuvre, avec le soutien d'Israël. Une série de zones industrielles est prévue pour des secteurs près de Jenine, Naplouse et Tarqumiya (près d'Hébron).

Bien que les détails exacts de ces zones aient été gardés secrets, les institutions concernées prétendent que la phase initiale devrait employer directement environ 40.000 travailleurs, avec un chiffre identique d'emplois créés "indirectement" à l'extérieur des zones. (9) Si ces projets arrivent à maturité, ils auront un impact majeur sur la structure du travail palestinien en Cisjordanie : près de 20% des emplois en Cisjordanie seront liés, d'une manière ou d'une autre, à ces zones industrielles.

A l'intérieur de ces zones, les législations du travail palestiniennes et israéliennes, les niveaux des salaires, les règlementations sur l'environnement, ou autres règles relatives au lieu de travail ne s'appliqueront pas.

Les mouvements à l'entrée et à la sortie de ces zones seront contrôlés par l'armée israélienne et les forces palestiniennes de sécurité. On peut présumer que si le modèle typique de contrôle de la circulation d'Israël est appliqué, les travailleurs devront passer par des vérifications sécuritaires draconiennes pour obtenir les permis de travail nécessaires. Dans ce cas, la possibilité de travailler dépendra de l'obéissance aux ordres militaires israéliens (plus de 11 000 Palestiniens sont actuellement détenus comme prisonniers politiques pour violation de ces ordres militaires).

L'organe syndical principal en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, la Fédération Générale Palestinienne des Syndicats (Palestinian General Federation of Trade Unions - PGFTU), n'a pas obtenu le droit de représenter les travailleurs dans les zones industrielles. Les projets pour la zone Tarqumiya confirment ce pronostic. La Turquie sera le principal partenaire et financeur de la zone et contrôlera la sécurité intérieure. L'Autorité Palestinienne et Israël contrôleront la sécurité extérieure, depuis leurs côtés respectifs. Les sources turques espèrent voir s'y installer environ 200 usines, qui emploieront 10 000 palestiniens.

Les représentants des hommes d'affaires turcs ont explicitement noté dans un environnement global de produits chinois à bas coût, des zones comme Tarqumiya aideront à la relocalisation de l'industrie turque dans la région pour

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

profiter de la main-d'oeuvre bon marché. Ils prévoient aussi que les marchandises produites dans la zone seront exportées vers les USA, l'Union Européenne et les Etats du Golfe. (10) En plus de l'exploitation d'une main-d'oeuvre bon marché, ces zones serviront à normaliser et à légitimer les structures existantes de l'occupation. Le Jenin Industrial Estate (JIE) en est un exemple clair. La terre pour le JIE a été confisquée deux fois aux fermiers palestiniens : en 1998, lorsque l'Autorité Palestinienne a soulevé la première fois l'idée d'une zone industrielle, puis une nouvelle fois en 2003, lorsque l'armée israélienne a confisqué la terre pour construire une zone-tampon pour le mur d'apartheid (11). Il est évident que, dans un exemple frappant de la manière dont ce modèle de développement intègre les structures de l'occupation, le mur constituera la frontière nord du JIE.

L'importance centrale du modèle de "développement" de la zone industrielle pour les USA, Israël et l'AP a été confirmée à la fin du mois de mars 2008, pendant la visite de la Secrétaire d'Etat US Condoleezza Rice dans la région. Le 30 mars, lors d'une réunion organisée entre Rice, le Ministre de la Défense israélien Ehud Barak et le Premier Ministre de l'AP Salam Fayyad à Jérusalem, Israël a convenu de faciliter la création de Tarqumiya et l'a présentée comme une mesure d' "édification de la confiance". Le projet Tarqumiya a été soutenu avec force par le représentant du Qartet, Tony Blair, comme un des quatre projets "à impact rapide" liés à la mise en oeuvre du PPRD.

La "Conférence pour l'Investissement en Palestine" de mai

Comme l'indiquait la réunion de mars entre Rice, Barak et Fayyad, la construction de zones telles que Tarqumiya et le JIE est une haute priorité des négociations politiques en cours.

Une autre composante de la réunion tripartite fut une discussion sur la manière dont Israël aiderait à faciliter une "Conférence pour l'Investissement en Palestine", réunie à Bethléem du 21 au 23 mai. Cette conférence a confirmé sans conteste possible la trajectoire néolibérale de l'AP et l'intégration de l'occupation militaire israélienne dans le modèle de développement.

Plus de 1.000 délégués ont participé à la conférence, dont toutes les figures clés de l'AP (Abu Mazen, Salam Fayyad et d'autres ministres importants étaient présents) (12). Elle a réuni les capitalistes palestiniens les plus riches à l'extérieur du pays (en particulier en Amérique du Nord et en Europe), comme les groupes capitalistes arabes de Jordanie, du Golfe et d'ailleurs.

La conférence a été sponsorisée par des groupes d'affaires palestiniens actifs en Cisjordanie et à Gaza (dont l'Arab Bank, la Bank of Palestine, Paltel, Consolidated Contractors Company, Arab Palestinian Investment Company) ; d'importants capitaux étrangers (CISCO, Intel, Coca Cola, Marriott Hotels, Booz Allen Hamilton), et des organisations gouvernementales US et européennes (USAID, DFID, et l'Agence Française de Développement).

Le but principal de la conférence était de présenter les attaques néolibérales sur le secteur public mises en oeuvre par l'AP selon le PPRD, les brandissant comme "bonnes pour les affaires" et une raison attractive d'investir dans les territoires palestiniens.

En plus des zones industrielles citées ci-dessus, plusieurs projets ont été mis en avant pendant la conférence qui visent à réunir les capitaux arabes et israéliens dans des investissements partenariaux. Les industriels israéliens ont été encouragés à participer, bien que l'on n'en ait pas fait une large publicité à cause de l'opposition du public palestinien à ces types de projets en partenariat.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

L'un des projets présentés lors de la conférence fut le "couloir pour la paix et la prospérité" (CPP), dont le but est la création d'une zone agro-industrielle dans les régions fertiles de la Vallée du Jourdain. Pendant des siècles, la Vallée du Jourdain a été une zone agricole clé pour les fermiers palestiniens en Cisjordanie. Mais suite à l'occupation de la région en 1967, l'armée israélienne a commencé à chasser beaucoup de ces fermiers, à confisquer leurs terres et à y établir des colonies israéliennes (d'abord comme des colonies militaro-agricoles, puis comme colonies israéliennes agro-industrielles). En contrôlant l'eau, l'accès routier et autres ressources, la terre est essentiellement devenue une zone militaire israélienne bien que des villages palestiniens éparpillés soient demeurés dans le secteur.

Le but du CPP est d'établir une zone de libre échange agricole qui transformera les petits fermiers palestiniens en ouvriers journaliers et sous-traitants d'une grande agro-industrie contrôlée par le capital israélien et régional (13). En d'autres termes, non seulement le CPP entérine l'occupation et l'expropriation de terres, qui ont eu lieu au cours des 40 dernières années dans la Vallée du Jourdain, mais il vise en fait à intégrer l'occupation dans le projet lui-même. Les produits agricoles récoltés dans le CPP ne serviront en rien à résoudre les problèmes de sécurité alimentaire du secteur : la production est destinée à l'exportation vers Israël et les Etats du Golfe.

Une dernière indication de la relation entre les structures de l'occupation et le modèle de développement néolibéral fut le soutien donné par l'appareil militaire israélien à la conférence elle-même. Alors que chaque jour, les habitants de Bethléem sont dans l'impossibilité de se déplacer sans procédures sécuritaires sophistiquées, cartes d'identité à la couleur particulière et checkpoints spécialisés, les participants à la conférence sont entrés dans le pays et ont bénéficié du droit à voyager sans harcèlement ni le moindre contrôle de sécurité aux frontières israéliennes.

En dépit du fait que plus de 200 palestiniens, dans la Bande de Gaza, sont morts au cours de l'année dernière à cause du siège imposé par Israël et l'impossibilité de voyager pour recevoir des soins médicaux d'urgence, les autorités israéliennes ont permis aux hommes d'affaires de Gaza de participer à la conférence. Une pancarte érigée par l'armée israélienne à l'entrée de Bethléem souhaitait la bienvenue à la conférence. Elle était écrite en arabe, en hébreu et en anglais, et décorée des logos de l'occupation militaire israélienne. Il faut signaler que la conférence n'est pas passée sans une forte opposition des forces populaires en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Le Comité National pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions a fait une déclaration, soutenue par de nombreux mouvements politiques.

"Le développement économique et social en Palestine est crucial, et il est impératif que nous prenions les mesures nécessaires à l'amélioration de la situation économique et politique actuelle. Cependant, en dépit des conférences nationales et internationales en cours destinées à réunir les efforts et les ressources nationaux, et en dépit du soutien de la solidarité internationale, nous pensons que la conférence économique qui aura lieu à Bethléem dans quelques jours, avec la participation de représentants israéliens officiels et officieux, a des implications politiques graves qui ne peuvent être ignorées (...). Les projets proposés prennent comme point de départ la participation israélienne dans la prise de décision et le contrôle israélien sur leurs statuts juridiques (...). Ils sont destinés à satisfaire les demandes économiques de l'administration israélienne, pas celles du peuple palestinien. (...) Ce n'est pas ces projets de développement que nous voulons ou dont nous avons besoin. Ce que nous demandons, c'est une conférence nationale palestinienne avec le soutien arabe et international pour renforcer la ténacité palestinienne et comme démarche vers la fin de la dépendance à l'occupation et à son économie" (14).

En résumé, les mesures fiscales du PPRD et leurs projets de développement ne contribueront en aucune façon à mettre fin à l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. En réalité, ces mesures n'agiront que comme renforcement de l'occupation en lui conférant la légitimité supposée et la bénédiction de la direction de l'Autorité Palestinienne. La grande majorité de la population de ces secteurs verra ses conditions de vie empirer, comme résultat direct de ces projets. Mais alors que le PPRD et des événements comme la Conférence pour l'Investissement sont le témoignage accablant de la dérive de l'Autorité Palestinienne, les forces conduisant ce type d'approche néolibérale ne résultent pas simplement de la corruption, des luttes intestines ou de choix stratégiques malheureux. Elles sont plutôt enchâssées dans la reconfiguration économique globale du Moyen Orient conduite par

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

les USA. La deuxième partie de cet article explore ce processus régional crucial et la place de la Palestine à l'intérieur de celui-ci.

Notes de lecture :

1. Stop the Wall, "National BDS Steering Committee : Bethlehem Investment Conference : Development or Normalization ? " 20 mai 2008. 2. L'Autorité Palestinienne tente de brouiller ce licenciement de masse en prétendant que ceux qui perdront leur emploi seront " engagés légalement". Sans tenir compte des procédures d'embauche, ceci aura un impact énorme sur ceux qui comptent sur cet emploi pour survivre. Voir Palestinian National Authority, "Building a Palestinian State : Towards Peace and Prosperity" p.14. 3. World Bank, détails du Fonds d'affectation spéciale. 4. Karen Laub, "IMF : Palestinian Reform Plan Doable" Associated Press, 11 Décembre 2007. 5. Statistiques sur la main-d'oeuvre et les ratios de dépendance disponibles sur le Bureau Central Palestinien des Statistiques : 6. Amira Hass, "Democratic Suspicion", Haaretz, 6 février 2008. 7. Une dynamique similaire s'est révélée au cours de la dernière grève importante, il y a 10 ans, lorsque les enseignants palestiniens ont essayé de faire augmenter leurs niveaux de salaires. Cette grève de 1997 avait été initiée et menée par un comité d'enseignants de la base, qui a contourné les structures syndicales traditionnelles affiliées au Fatah. Elle a été sévèrement réprimée, des douzaines d'enseignants ont été arrêtés par l'Autorité Palestinienne. Des grèves d'enseignants ont continué par intervalles jusqu'en 2000, lorsque le soulèvement palestinien en cours a mis fin aux tentatives organisées au nom de "l'unité nationale". 8. Salim Vally, "From South Africa to Palestine : Lessons for the New Anti-Apartheid Movement", Left Turn Magazine, 9 avril 2008. 9. Voir The Palestinian Industrial Estates and Free Zones Authority. 10. Güven Sak, "The Challenge of Developing the Private Sector in the Middle East", The Economic Policy Research Foundation of Turkey, 2 mai 2008. 11. Stop the Wall, "Développement ou normalisation ? Une critique de l'approche et des projets de développement pour la Cisjordanie". 12. Voir le site de la conférence pour les participants, la couverture de presse et les présentations. 13. Pour la critique complète du projet, voir, déjà cité : Stop the Wall, "Développement ou normalisation ? Une critique de l'approche et des projets de développement pour la Cisjordanie". 14. Stop the Wall, "National BDS Steering Committee".

Source : MRzine

Traduction : MR pour ISM

Par Adam Hanieh hanieh08@gmail.com

Adam Hanieh est doctorant en science politique à l'Université York, Toronto. Ses recherches examinent l'économie politique au Moyen Orient et le Conseil de Coopération du Golfe (CCG).

Cet article est paru sur le site ISM France : http://www.ism-france.org/news/arti...

La Palestine au Moyen Orient : combattre le néolibéralisme et le pouvoir des Etats Unis (2ème partie)

HANIEH Adam juillet 2008

A la fin des années 1960, avec l'effondrement définitif du colonialisme britannique et français au Moyen Orient, les USA sont devenus la puissance impériale dominante de la région. A cause de la présence de pétrole, le Moyen

Orient a pris une importance vitale pour la construction globale de l'hégémonie US dans l'ordre mondial. Le contrôle des ressources de la région a servi simultanément à se procurer un produit vital, fournir une source de profits et comme bâton pour influencer les puissances rivales au sein du marché mondial. Au cours des 30 dernières années, la région - en particulier les Etats du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) - a pris un rôle à l'importance croissante comme source de mouvements de capitaux excédentaires - et donc de puissance globale - au sein de l'ordre financier mondial. La politique US vis-à-vis de la région est conduite par ces facteurs. Parce que le Moyen Orient est le lien vital du pouvoir global US dans l'économie mondiale, il lui faut développer un cadre politique qui soutienne et maintienne son influence dans la région. Ce cadre politique (connu sous le nom de "politique étrangère" US) est concocté dans les débats, luttes et expériences quotidiens de la capitale US et de ses représentants dans les gouvernements, conseils d'administration et groupes de réflexion et d'influence. En dépit des différends réels et importants qui surgissent continuellement, un large consensus a émergé tout au long des quatre dernières décennies sur la manière d'exercer et de maintenir l'influence dans la région.

Ce consensus repose sur trois piliers clés :

- Premièrement, comme partout ailleurs dans le monde, les USA s'appuient sur des gouvernements corrompus et des élites sans envergure qui dépendent d'eux pour leur survie militaire et économique. Les exemples les plus clairs sont la Jordanie et l'Egypte - deux alliés clés des USA dans la région. Ces gouvernements coopèrent étroitement avec les USA dans les domaines de la sécurité régionale et les liens économiques, ainsi que dans la "guerre contre le terrorisme" mondial. Leurs réseaux de police secrète sont considérables, et leurs prisons sont pleines d'individus qui ont été torturés en étroite collaboration avec la CIA et autres organes. Leurs économies sont grandes ouvertes à l'investissement étranger et le néolibéralisme y a cours depuis des années.
- Deuxièmement, en plus de ces régimes clientélistes, le pouvoir US repose sur des pays intégrés au projet régional d'intégration - le Conseil de Coopération du Golfe. Le CCG a été établi en 1981 entre l'Arabie Saoudite, Bahrayn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Emirats Arabes Unis. En tant que projet régional d'intégration, le CCG ressemble à l'Union Européenne, et vise à créer une seule zone économique couvrant les six Etats-membres ayant des lois et des politiques économiques identiques, une banque centrale commune et une monnaie unique en 2010. Les pays du CCG sont des alliés des USA particulièrement fiables. Leur dépendance importante sur la main d'oeuvre immigrées signifie qu'ils diffèrent d'états tels que l'Irak, l'Iran, l'Egypte et ailleurs, où les mouvements de la classe laborieuse indigène présente une menace potentielle. Le CCG est aussi un avant-poste clé pour l'appareil militaire US dans la région. En 2003, l'armée US a déplacé au Qatar son quartier général Centcom, le centre de commandement unifié pour les opérations dans 27 pays. En 2005, selon un rapport du Congrès, plus de 100.000 personnels militaires US ont été installés dans les Etats du Golfe (en plus des près de 150.000 en Irak ou du personnel de sécurité travaillant dans des officines privées). (1)
- Dernier point, et non le moindre, le troisième pilier clé du pouvoir US dans la région est l'Etat d'Israël. Depuis la guerre de 1967, Israël a joué un rôle central dans la défense des intérêts US dans la région. C'est l'arme dont se servent les USA lorsqu'ils veulent écraser les mouvements populaires lorsqu'ils ne peuvent envahir le pays directement. Il y a de cela beaucoup d'exemples - à partir de 1967 et jusqu'aux années 1970, les attaques et les assassinats militaires israéliens ont mis hors de combat des mouvements nationalistes de gauche et arabes qui menaçaient les régimes clientélistes. Pendant les années 1980, Israël a servi à écraser les forces palestiniennes et progressistes au Liban.

Pour aller encore plus loin, Israël a promu les objectifs de la politique étrangère US à travers le globe. Il fut un soutien politique, militaire et économique clé de l'Afrique du Sud d'Apartheid et dans les années où culminaient le boycott et les sanctions, il a servi de canal pour l'entrée des marchandises sud-africaines en Europe (une des raisons de sa position centrale dans le commerce mondial des diamants). En Amérique Latine et Centrale, les armes et l'entraînement israéliens ont servis à armer et à équiper les dictatures militaires de la région dans les années 1980.

Depuis les années 1990, dans le contexte d'un environnement géopolitique généralement plus favorable, les Etats-Unis ont tenté de redessiner la relation entre ces trois piliers de soutien pour consolider encore davantage leur pouvoir et leur influence. Le but qui sous-tend cette politique est de réunir ces trois piliers dans une seule zone

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

économique néolibérale (surnommé le "Nouveau Moyen Orient" par Condoleezza Rice en 2006). Il est très important de comprendre cette stratégie : c'est la clé du contexte régional dans lequel les politiques de la région se révèlent aujourd'hui, aussi bien que des forces spécifiques dirigeant les projets économiques tel le Plan palestinien de Réforme et de Développement (PPRD).

Le Nouveau Moyen Orient et le MEFTA (Middle East Free Trade Areas)

L'idée centrale de la stratégie du "Nouveau Moyen Orient" est l'intensification des politiques économiques néolibérales - comme la privatisation, les accords de libre échange, la réduction des dépenses du secteur public, l'ouverture à l'investissement étranger, la suppression des subventions d'Etat, etc. - dans tous les Etats de la région. Au cours des dix dernières années, choyées par les institutions financières internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International et soutenus par des organes régionaux comme le Fonds Monétaire Arabe et le Conseil de Commerce Arabe, pratiquement tous les gouvernements de la région se sont ralliés à ces politiques.

On constate ce tournant néolibéral dans la vague rapide de privatisation à travers le Moyen Orient : usines, compagnies aériennes, services postaux, hôpitaux, banques, usines d'électricité et d'eau ont été transférés au privé. Plus important, de la perspective du capital US et autres capitaux étrangers, l'ouverture des champs de pétrole et de gaz de la région (et les secteurs en aval de l'industrie pétrochimique) promet un changement générationnel des structures de la propriété. On en trouve l'exemple le plus dramatique bien sûr en Irak, où le gouvernement a récemment agréé le retour des quatre plus importantes compagnies pétrolières (les mêmes quatre compagnies qui contrôlaient le pétrole irakien depuis les années 1920 jusqu'à la nationalisation en 1972).

En dépit du caractère particulier de l'occupation irakienne, ce n'est pas un exemple isolé ; ailleurs dans le Golfe, des compagnies pétrolières étrangères sont aussi en train de gagner un accès aux ressources pétrolières et gazeuses qui leur était interdit depuis des décennies. En 2003 par exemple, des compagnies pétrolières étrangères ont obtenu l'autorisation de faire des explorations du gaz en Arabie Saoudite pour la première fois en trente ans.

Les politiques néolibérales ont aussi entraîné la réduction des subventions sur des produits de base comme la nourriture, le fuel, l'eau et l'électricité, et les loyers. Mesures souvent exigées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International en contre-partie de prêts et autres aides. Dès 1991, un prêt de la Banque Mondiale à la Jordanie était conditionné au doublement du prix de l'électricité et à une augmentation du prix de l'eau de 14%. Et cette année en Egypte, où 22% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté de 1$ par jour, et dont les prix de la nourriture ont plus que doublé au cours de l'année dernière, le gouvernement a levé les subventions sur les prix du fuel, provoquant une augmentation des prix de plus de 40% du jour au lendemain.

L'aspect du néolibéralisme dont les conséquences sont les plus graves pour la région est cependant la mise en oeuvre d'accords de libre échange bilatéraux (Free Trade Agreements - FTAs). Les USA en ont signés avec des pays comme Bahrayn, Oman, l'Egypte, la Jordanie, Israël et le Maroc. Ces accords engagent les pays en question à ouvrir leurs marchés aux compagnies US et les empêchent de contrôler les règles d'importation (comme privilégier les compagnies locales ou empêcher le flux de capitaux étrangers dans la région). Ce faisant, ils signifient inévitablement la destruction des industries locales et, plus important, l'incapacité de ces pays à élargir les services d'Etat et à augmenter les dépenses publiques destinées à aider les pauvres (car ce serait considéré comme "discriminatoire").

Il est essentiel de comprendre un des autres développements des FTAs dans la région : les Zones de Libre Echange

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

au Moyen Orient (Middle East Free Trade Areas - MEFTA).

Annoncé par les USA au milieu de l'année 2003, l'objectif des MEFTA est la création d'une seule zone de libre échange au Moyen Orient pour 2013. La logique qui sous-tend les MEFTA est explicitement néolibérale : le maximum de richesses, de bonheur et de prospérité sera obtenu par le retrait de toutes les barrières aux exportations et au flux des capitaux vers et à l'intérieur de la région, traitant les capitaux étrangers à égalité avec les capitaux intérieurs, adoptant de larges programmes de privatisation, autorisant la propriété étrangère et réduisant les dépenses de l'Etat pour les services sociaux.

En juin 2003, le représentant du commerce US de l'époque, Robert Zoellick, a fait un discours au Forum Economique Mondial, en Jordanie, dans lequel il a clairement souligné ces principes comme étant le socle du projet des MEFTA. Le discours de Zoellick rejetait la responsabilité de la pauvreté, du chômage et du terrorisme sur les modèles "d'autarcie" et de "socialisme en échec" arabes. Il argumentait que si les économies étaient libéralisées et ouvertes aux capitaux étrangers à l'intérieur d'un bloc de commerce régional, ces problèmes seraient résolus. Selon Zoellick, le but des USA "est d'aider les nations qui sont prêtes à embrasser la liberté économique et le règne de la loi, les intégrer dans le système commercial mondial et de faire entrer leurs économies dans l'ère de la modernité" (2).

La stratégie US était de négocier individuellement avec les pays "amis" de la région, au moyen d'un processus en six étapes conduisant finalement à un accord de libre échange à part entière entre les USA et le pays en question. Ces Zones de Libre Echange (FTA) individuelles seraient ensuite reliés, avec le temps, jusqu'à ce que le Moyen Orient tout entier passe sous influence commerciale US. La logique essentielle qui conduit les MEFTA est une zone économique de libre échange dans toute la région, ancrée par les capitaux israéliens à l'ouest et les capitaux du Golfe à l'est, chacun étant arrimé en retour à l'économie US dans le noyau capitaliste de pointe. C'est cela qu'entend Condoleezza Rice par le "Nouveau Moyen Orient."

La normalisation avec Israël

L'intégration économique et politique d'Israël dans la région est primordiale pour la réussite de ce projet. Il est très important de comprendre ce point : la "normalisation" (comme appelée par les gauches palestinienne et arabe) est la condition sine qua non des MEFTA et de la vision néolibérale pour la région. Le rejet de cette normalisation forme depuis longtemps la ligne de rupture entre les forces progressistes dans la région et les gouvernements et leurs dirigeants qui souhaitent collaborer avec Israël et avec l'impérialisme US. L'affirmation fondamentale qui étaye le rejet est qu'Israël ne doit pas être considéré comme un pays "normal" dans la région tant qu'il refuse de reconnaître la nature explicitement coloniale du sionisme et qu'il nie le droit des Palestiniens au retour et à l'autodétermination. L'insistance des Etats-Unis pour la normalisation économique et politique des relations des Etats arabes avec Israël n'est pas nouvelle. La connexion de cet objectif avec les politiques néolibérales a fait surface pendant les années 1990 avec les Accords d'Oslo. Alors qu'Oslo se déroulait, les USA et d'autres puissances mondiales ont organisé une série de quatre sommets consécutifs, connu sous le nom de Sommets Economiques du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (Middle East and North Africa (MENA) Economic Summits), dont la première réunion a eu lieu au Maroc en 1994. Le gouvernement jordanien n'a pas eu peur de promouvoir les objectifs de normalisation du MENA, et son Ministre des Affaires Etrangères notait ouvertement que les sommets étaient "destinés à créer une interdépendance économique entre les Etats arabes et Israël, à promouvoir les contacts personnels entre les deux bords et à favoriser le commerce, l'investissement et le développement" (3).

Après le début du soulèvement palestinien, en 2000, et l'apparente rupture des négociations entre Israël et l'Autorité Palestinienne, évoquer l'existence d'une tendance pour la normalisation des relations avec Israël peut sembler erronée. Pourtant, loin des projecteurs, les liens économiques et politiques entre Israël et les gouvernements arabes

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

ont continué à s'approfondir. Les accords bilatéraux des zones de libre échange sont l'exemple du lien essentiel entre le néolibéralisme et la normalisation. Chacun des accords entre les Etats-Unis et les pays de la région contiennent une clause qui engage le pays en question à la normalisation avec Israël et interdit tout boycott des relations commerciales.

La confirmation peut-être la plus révélatrice de la façon dont la normalisation a été intégrée dans le projet néolibéral est la création des ainsi dites Zones Industrielles Qualifiées (ZIQ) en Jordanie et en Egypte. Ces zones résultent d'accords économiques entre les USA, Israël, la Jordanie et l'Egypte. Leur création contient la clause extraordinaire que les marchandises produites dans ces zones industrielles obtiendront une exonération de taxes aux USA, à condition qu'une certaine proportion de produits provienne d'Israël. La plupart de ces ZIQ comprennent des usines textiles qui agissent comme sous-traitants pour des capitaux US importants comme Walmart, GAP et autres chaînes de vêtements. Les usines elles-mêmes appartiennent aux capitaux régionaux et internationaux, principalement des Emirats Arabes Unis, d'Israël, de Chine, de Taiwan et de Corée. Bien qu'il soit difficile de déterminer avec précision la taille de la main-d'oeuvre des zones industrielles qualifiées, on estime qu'en Jordanie, elle représente 40.000 ouvriers, dont la plupart sont des immigrés du Bangladesh, du Sri Lanka et d'autres pays du sud asiatique. Leurs conditions de travail sont épouvantables et les gauches et syndicats arabes s'attaquent rarement à ce problème. Aucun droit du travail ne s'applique à eux, et on les empêche de s'inscrire dans des syndicats. La rémunération ne dépasse pas 2 cents de l'heure, avec des postes allant jusqu'à 72 heures. Les ouvriers sont régulièrement battus, harcelés sexuellement et obligés de vivre dans des conditions d'extrême surpopulation et saleté. Ils doivent payer eux-mêmes leur voyage pour le Moyen Orient et leurs passeports sont confisqués dès leur arrivée. (4)

Ces ZIQ en sont arrivées à dominer le commerce bilatéral entre les USA et la Jordanie (et dans une moindre mesure, l'Egypte). En 2007, le gouvernement US rapportait que les exportations venant des treize ZIQ installées en Jordanie représentaient un étonnant 70% des exportations jordaniennes totales vers les Etats-Unis. (5) L'Egypte a lancé sa première ZIQ en 2004 et en a maintenant quatre. En 2006, la proportion des exportations égyptiennes vers les USA produites dans des ZIQ atteignait 26% des exportations totales. Ces zones sont créées pour souder les capitaux israéliens et arabes ensemble, les intégrant au marché US et à l'empire américain, dans l'exploitation conjointe de la main d'oeuvre à bon marché. On ne peut trouver une description plus claire de la vision des USA pour le Nouveau Moyen Orient.

Détruire l'unité populaire

Le corollaire de cette vision inspirée par les USA d'une zone néolibérale économique unique liant les capitaux israéliens et du Moyen Orient est l'effort soutenu pour briser et faire voler en éclats toute forme d'unité politique et de résistance sociale, tant nationales que régionales qui s'opposent à ce projet. La politique étrangère US au Moyen Orient, il faut le souligner, s'acharne à isoler puis à écraser toutes forces qui s'opposent à sa vision. C'est pour cette raison qu'il faut comprendre l'intervention militaire US dans la région comme un complément nécessaire à la "paix" néolibérale. Avec l'occupation américaine en Irak, et les menaces et les tentatives de déstabiliser et d'attaquer l'Iran, la Syrie et le Liban, les USA soutiennent et cultivent ces forces sociales qui, espèrent-ils, agiront d'une façon aussi servile envers leurs intérêts dans la région et poursuivront la normalisation avec Israël, que l'ont fait les gouvernements jordanien et égyptien. Le facteur le plus important des politiques US est de limiter les capacités des pays dans la région d'exercer un contrôle indépendant sur la politique économique ou étrangère. En ce sens, et sans tenir compte des régimes en place (et nous ne devons pas oublier que des pays comme l'Iran et la Syrie ont leurs propres geôles pleines de prisonniers politiques), les intérêts nationaux de ces pays se heurtent inévitablement aux formes de règlementations que les USA tentent d'imposer sur la région. Dans le cas de la Palestine, fracturer l'unité nationale de la résistance est le pivot du succès du projet néolibéral dans la région. A cause de la relation intime entre la normalisation avec Israël et la vision US d'une zone économique néolibérale unique s'étendant sur tout le Moyen Orient, la lutte palestinienne occupe une position centrale au sein de la lutte anti-impérialiste régionale plus large. Le fait que, pendant soixante ans, les Palestiniens aient refusé d'accepter leur expulsion de 1947-1948 et

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

continuent de demander le droit au retour et à la vie sur leur terre est une menace puissante non seulement pour le caractère juif de l'Etat d'Israël mais aussi pour la nature du pouvoir US dans la région. C'est pourquoi il est impossible que se développe dans la région un quelconque mouvement progressiste qui ne soit pas concerné de manière centrale et lié avec la lutte palestinienne. Toutes les luttes populaires, à travers la région, rejoignent rapidement la cause de la Palestine.

Cela signifie également que des luttes régionales réussies contre l'imposition du néolibéralisme oeuvrent à renforcer la lutte palestinienne. Les grèves récentes et les manifestations ouvrières à Mahalla, en Egypte, en sont l'exemple. Mahalla est le siège de la plus grande usine textile du Moyen Orient (avec une main d'oeuvre de 27.000 ouvriers), et c'est aussi là qu'est installée une des ZIQ d'Egypte. Pendant deux ans, ces travailleurs ont été au centre d'une des plus grandes vagues de grève au Moyen Orient, culminant très récemment dans une tentative de grève le 6 avril 2008, qui a été réprimée dans le sang par le gouvernement égyptien.

Pendant ces actions, les manifestants portaient des pancartes dénonçant les liens étroits du Président égyptien Hosni Mubarak avec le FMI, le gouvernement US et le processus de normalisation avec Israël. Il faut ainsi comprendre ces grèves non seulement dans leur sens économique strict d'amélioration des salaires et des conditions de travail dans les usines égyptiennes, mais aussi comme une contestation de la nature du régime égyptien et de son rôle dans la configuration de la puissance des Etats-Unis au Moyen Orient.

C'est dans ce même contexte que le PPRD et les actions de l'Autorité Palestinienne doivent être replacés. Depuis le début de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza en 1967, Israël vise à réduire la population palestinienne de ces régions à des centres de population isolés séparés les uns des autres par des colonies israéliennes, des autoroutes et des installations militaires. Ces poches de territoires - appelées avec justesse Bantoustans par beaucoup d'analystes en référence aux "homelands" noires développées dans l'Afrique du Sud d'Apartheid - se verraient offrir les signes extérieurs de l'autonomie. Mais en réalité, elles ne seraient rien d'autres que des prisons à ciel ouvert. A la place de la loi militaire israélienne directe sur la population palestinienne de ces secteurs, une direction palestinienne passive assurerait la médiation du contrôle israélien. Comme dans toutes les prisons, le pouvoir réel resterait entre les mains de ceux qui détiennent les clés, c'est-à-dire les forces israéliennes d'occupation qui continueront à réguler l'entrée de tous les biens, des personnes et des services.

Le processus d'Oslo était destiné à formaliser l'établissement de ces Bantoustans palestiniens et à conférer la bénédiction de la "communauté internationale" à une Autorité Palestinienne servile. Bien que cette intention ait été perturbée par le début du soulèvement populaire palestinien de septembre 2000, il est douloureusement évident, pour quiconque prend le temps de regarder la carte de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, que ces Bantoustans ont maintenant une existence bien réelle, avec les contours définitifs du mur d'apartheid qui encercle les villages et les villes de la Cisjordanie. Un système sophistiqué de checkpoints, de cartes d'identité et de permis régule complètement l'entrée et la sortie des gens et des marchandises de ces zones.

Nous pouvons voir la réalité sur le terrain de ce système de contrôle dans le cas de Gaza, qui doit peut-être être compris comme test avant application à la Cisjordanie. Parce que le gouvernement dirigé par le Hamas n'a pas accepté la vision de la "bantoustanisation" ou de la normalisation, Israël a tout simplement choisi d'enfermer 1,5 million de personnes dans une prison à ciel ouvert et tente de les affamer jusqu'à ce qu'elles se rendent.

L'Autorité Palestinienne, en dépit de quelques déclarations du bout des lèvres, a globalement consenti à ce siège. Dans un exemple frappant de la façon dont la direction de l'Autorité Palestinienne en est arrivée, sans effort, à adopter le langage d'Israël, un document clé du PPRD indique que c'est le Hamas qui doit être blâmé pour le siège de Gaza (6), ignorant le fait que le bouclage de la Bande par Israël et sa séparation de la Cisjordanie n'est pas un phénomène nouveau mais a évolué depuis 1989 comme partie d'une stratégie claire de fracture du territoire. Les capitaux palestiniens et autres capitaux régionaux sont pleinement intégrés dans ce projet par des projets

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

économiques conjoints comme les zones industrielles soulignées ci-dessus. Ces forces bénéficient directement des arrangements Bantoustans et se verront octroyées quelques espaces économiques sous contrôle. Comme l'atteste la Conférence pour l'Investissement en Palestine, elles ne seront pas soumises aux mêmes restrictions de déplacement que le Palestinien moyen. Avec la bénédiction de la "communauté internationale" grâce au mot "paix", cette solution sera proclamée "Etat palestinien". En réalité, le patchwork tronqué de territoires et de zones industrielles n'a rien à voir avec l'autodétermination. A l'intérieur de la carte en évolution, la Cisjordanie devient la porte d'entrée d'Israël dans l'arrière-pays du Grand Moyen Orient. Les énormes autoroutes qui traversent la Cisjordanie d'est en ouest et qui relient les villes israéliennes sur la Méditerranée aux colonies de la Vallée du Jourdain, sont clairement destinées à bien plus que le trafic local : elles serviront au commerce entre Israël et le Golfe (par la Jordanie et la Cisjordanie). Le succès des MEFTA et de la normalisation parallèle d'Israël dans un Moyen Orient néolibéral est fondé sur la réussite de l'achèvement de ce processus.

Conclusion

Les militants et les soutiens à la lutte palestinienne passent beaucoup de temps à donner des informations et à transmettre à un large public les conditions de vie terrifiantes de la population palestinienne en Cisjordanie et à Gaza. La litanie des abus auxquels est confrontée la population de Gaza sous siège, la construction continuelle de colonies et le mur d'apartheid en Cisjordanie, la façon dont la mobilité et la vie quotidienne sont régulées par les ordres militaires israéliens et les niveaux de pauvreté toujours croissants sont méticuleusement répertoriés.

Ces faits sont essentiels pour expliquer la profondeur et l'amplitude du contrôle israélien sur la Palestine. Pour ceux qui n'ont pas eu l'opportunité de vivre ou d'être témoins, en direct, de ces conditions de vie, il est essentiel que soit transmis le caractère routinier de la misère qui est la réalité de la vie quotidienne en Palestine. Pourtant, il est nécessaire de comprendre qu'un appel à la solidarité basé sur ces violations des droits de l'homme permanentes ne va pas assez loin. Les Palestiniens ne sont pas des victimes, mais un peuple en lutte. Cette lutte va bien au-delà des frontières de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza : c'est une composante centrale d'une lutte régionale plus large.

Il est impossible de comprendre un quelconque événement au Moyen Orient aujourd'hui sans resituer le contexte national au sein de l'offensive unique, cohérente et unifiée que les USA et les autres états impérialistes sont en train de mener contre les peuples de la région. Ce ne sont pas simplement la profondeur de la souffrance ou la longueur de l'exil qui font de la lutte palestinienne un impératif de la solidarité internationale dans la période actuelle.

C'est aussi le lieu central de la lutte à l'intérieur du contexte plus large de la résistance globale à l'impérialisme et au néolibéralisme. Au coeur de ce cadre régional se tient la relation intrinsèque entre le développement du capitalisme néolibéral au Moyen Orient et la normalisation des relations avec Israël. Tout le travail des USA et de leurs régimes clientélistes dans la région a pour but de promouvoir des thèmes interdépendants. Ce n'est pas le hasard si les discussions clés dans les réunions régionales organisées entre Rice, les représentants du Quartet et autres personnalités internationales tournent autour des moyens d'encourager les projets en partenariat entre Israël et le capital régional, y compris les capitalistes palestiniens. C'est la raison pour laquelle les accords FTA US insistent de façon centrale sur la normalisation avec Israël, et c'est pourquoi un travail aussi énorme a été fait sur les projets de Zones Industrielles Qualifiées.

Les militants de la solidarité peuvent jouer un rôle clé en rejetant et en empêchant ce processus de normalisation. Alors que c'est une demande de longue date de la gauche palestinienne et arabe, l'appel a pris une urgence renouvelée à la suite de l'annonce de Bush du plan des MEFTA en 2003.

En 2005, les organisations palestiniennes de la base populaire ont lancé un appel pour un mouvement mondial de

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'Etat israélien, à la manière de la campagne contre l'apartheid sud-africain. (7) Depuis lors, des groupes d'étudiants, des municipalités, des artistes et des syndicats partout dans le monde ont adopté les résolutions BDS en soutien à l'appel de 2005.

Ce mouvement est essentiel pour la lutte globale dans la région. La solidarité internationale n'est pas une question de charité ou d'aide aux "malheureux". Il est question, fondamentalement, d'être aux côtés et de soutenir un peuple en lutte.

L'appel BDS renforce les forces régionales qui refusent la normalisation avec l'occupation et l'apartheid en Palestine. Il a pour but de casser le soutien international - idéologique, économique et militaire - qui permet à la forme israélienne d'apartheid de continuer.

De plus, le travail qui consiste à délégitimer et à renverser la normalisation avec l'Etat israélien est non seulement une action de solidarité avec la lutte palestinienne. C'est aussi l'élément indispensable de soutien aux autres peuples de la région, que ce soit dans la lutte contre l'occupation US de l'Irak, les tentatives d'empêcher une action militaire contre l'Iran, ou de nombreux autres mouvements populaires partout au Moyen Orient.

Mais, plus fondamentalement - à cause du rôle central de la région au soutien de l'hégémonie globale US - ce qui se passe au Moyen Orient a des implications pour tous. Le recul des politiques néolibérales de paupérisation et de concurrence tout azimut ("race-to-the-bottom"), qui constituent une telle catastrophe pour la majorité des peuples du monde, dépend, de façon vitale, de notre futur succès.

Notes

1. Kenneth Katzman, "The Persian Gulf States : Issues for U.S. Policy," Washington D.C : Congressional Research Service, The Library of Congress, 2006, p.10. 2. Robert B. Zoellick, "Global Trade and the Middle East : Reawakening a Vibrant Past", Remarks at the World Economic Forum Amman, Jordan June 23, 2003. 3. Hashemite Kingdom of Jordan, Foreign Ministry, Middle East and North African Summits. 4. Voir le rapport (en anglais) de mai 2006 par le National Labor Committee : "U.S.-Jordan Free Trade Agreement Descends into Human Trafficking and Involuntary Servitude" pour un examen détaillé de ces conditions en Jordanie. 5. Office of the United States Trade Representative, 2007 Trade Policy Agenda, Section III, p.5. 6. "Building a Palestinian State", p. 4. 7. See Stop the Wall, "La Conférence internationale aux Nations Unies de la société civile appelle au Boycott, au retrait des investissements et aux sanctions !", 7 juillet 2005.

Source : MRzine Traduction : MR pour ISM

Par Adam Hanieh hanieh08@gmail.com

Adam Hanieh est doctorant en science politique à l'Université York, Toronto. Ses recherches examinent l'économie politique au Moyen Orient et le Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Cet article est paru dans ISM France : http://www.ism-france.org/news/arti..

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux